



Les contaminations explosent et le gouvernement valide la désorganisation de l'Éducation nationale

Déjà largement désorganisée par la vague de variant delta et un protocole ingérable pour les personnels, l'école prend de plein fouet l'arrivée du variant omicron. Extrêmement contagieux, il fait peser le risque d'un mois de janvier particulièrement chaotique dans les écoles et établissements scolaires. Un grand nombre de collègues vont contracter le Covid 19 - y compris sur leur lieu de travail. Les absences de personnels et d'élèves, positifs ou cas contacts, vont se multiplier.

Nous rappelons à M Blanquer qu'il ne s'agit pas d' « absentéisme » mais d'isolements et d'arrêts maladie. Nous rappelons également que - sans moyens supplémentaires - le contrôle des résultats des tests par les équipes est ingérable. De plus, ce processus conduit à une forme d'inégalité pour les familles ayant des difficultés à faire tester leurs enfants.

Pourtant, dans son allocution du 27 décembre, le premier ministre n'a que vaguement évoqué l'Éducation nationale. Pire, il a contredit JM Blanquer qui venait d'annoncer qu'au premier cas positif dans une classe de primaire, plusieurs tests négatifs —au lieu d'un seul—seraient demandés.

L'attentisme du gouvernement est inacceptable . Une nouvelle fois, il aggrave les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.

Il est pourtant urgent d'éviter au maximum les contaminations.

Sanitairement, cela passe :

- par la distribution gratuite pour l'ensemble des élèves et des personnels de masques chirurgicaux - et FFP2 pour celles et ceux qui le souhaitent -,
- par une véritable campagne de tests organisée par le ministère, notamment la prise en charge des tests des élèves d'une classe avec un cas positif,
- par le recours au télétravail pour les personnels de droit privé qui le souhaitent

La CGT EP portera également auprès du ministère, la nécessité de clarifier la gestion des cas contacts et les possibilités d'ASA pour les personnels à risque de formes graves.

En termes de pédagogie, il est parfaitement cynique de faire croire aux parents qu'une classe ouverte avec un grand nombre d'élèves absent-es permet un enseignement de qualité. Il est en effet impossible et inacceptable pour les enseignant-es d'assurer la continuité pédagogique en distanciel et leurs cours en présentiels en parallèle. Une fermeture de classe est souvent plus pertinente et plus efficace pour les élèves et pour les personnels.

La CGT EP revendique donc :

- le retour à la fermeture de classe dès le premier cas positif de Covid
- des recrutements immédiats, massifs et pérennes de personnels, afin de diminuer d'urgence le nombre d'élèves par classe et assurer les remplacements des personnels absents.

Enfin, en cette période de congés, les chefs d'établissements risquent de décider seuls de ces nouvelles organisations, sans aucune concertation. Nous exigeons que les personnels puissent se réunir dès le 3 janvier pour discuter de la gestion sanitaire de ce début d'année 2022.

Un préavis de grève a été déposé en ce sens. La CGT soutiendra les actions et mobilisations choisies par les personnels pour obtenir, du ministère et des hiérarchies locales, les moyens de faire leur travail dans les meilleures conditions possibles.

Montreuil, le 30 décembre 2021